



**PRÉFET  
DE LA NIÈVRE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Préfet de la Nièvre

dossier n° PC 058 079 21 A0003

date de dépôt : 12 mars 2021

demandeur : ENERTRAG Bourgogne Bagatelle,  
représenté par M. MASUREEL Vincent

pour : Implantation d'une centrale  
photovoltaïque sur les communes de Surgy et  
de Clamecy.

adresse terrain : lieu-dit La Rochette, à Clamecy  
(58500)

DDT 58

Affaire suivie par :

Nathalie DENIAUX

03 86 71 70 52

**M. le Directeur Départemental des Territoires  
de la Nièvre**

à

**ENERTRAG Bourgogne Bagatelle, représenté  
par M. MASUREEL Vincent  
4-6 RUE des Chauffours  
lieu-dit CAP CERGY - Bat B  
95000 Cergy**

**ANNULE ET REMPLACE LE COURRIER DU 2 AVRIL 2021**

Vous avez déposé une demande de permis de construire le 12 mars 2021, pour un projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque sur les communes de Surgy et de Clamecy. situé lieu-dit La Rochette, à Clamecy (58500).

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe **de 3 mois**, mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...),
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier,
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

Je vous informe que le délai d'instruction de votre projet doit effectivement être modifié :

**MODIFICATION DU DELAI D'INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE PERMIS**

Après examen de votre demande, il s'avère que :

- votre projet est situé dans les abords des monuments historiques et en conséquence en application de l'article R. 423-54 du Code de l'urbanisme l'autorité compétente doit recueillir l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France
- votre projet est soumis à enquête publique en application des articles R. 123-1 et suivants du code de l'environnement.

En conséquence, le délai d'instruction de votre demande de permis de construire est, en application de l'article R.423-32 du code de l'urbanisme, de **2 mois à compter de la date de réception par le Préfet, des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête (art. R.423-20 du code de l'urbanisme)**. Vous recevrez un courrier, au maximum 8 jours après réception par le Préfet des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, vous précisant la date à partir de laquelle ce nouveau délai d'instruction commencera à courir [art. R.423-57 du code de l'urbanisme].

**Ce délai annule et remplace le délai de droit commun de 3 mois**, qui figure sur le récépissé de dépôt de votre demande de permis de construire.

D'autre part, je vous informe que votre dossier n'est pas complet.

### **DEMANDE DE PIECES MANQUANTES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS**

Après examen des pièces jointes à votre demande de permis de construire, il s'avère que les pièces suivantes sont manquantes ou insuffisantes :

**Pièces incomplètes** – il faut préciser ou compléter les informations ci-après :

- Le tableau récapitulatif des surfaces parcellaires est à reprendre : les totaux sont erronés.
- La pièce PC 2 : devra être complétée par l'indication des plantations existantes, à supprimer et à créer (notamment la haie existante le long de la RD 144). La légende devra également être complétée par ces indications et par celle du mur existant.
- La pièce PC 4 : un descriptif sur les portails (type et modèle) et la clôture (type et couleur de grillage) est à fournir.
- Le résumé non technique est à modifier :
  - page 6 : remplacer éolien par photovoltaïque ;
  - page 20 : indiquer à quoi correspondent les 1,7 ha d'emprise au sol.

Chaque pièce modifiée et/ou complétée devra être fournie en 5 exemplaires papiers pour être intégrée aux exemplaires déjà fournis.

Une version papier et une version numérique du dossier complet (incluant l'ensemble des éléments et corrections demandés ci-dessus) devront également être produites.

Je vous informe qu'en conséquence, et en application de l'article R.423-39 du code de l'urbanisme :

- vous devez adresser ces pièces à la mairie **dans le délai de 3 mois à compter de la réception du présent courrier**. La mairie vous fournira un récépissé.
- si votre dossier n'est pas complété dans ce délai,  **votre demande sera automatiquement rejetée.**
- par ailleurs le délai d'instruction de votre demande de permis de construire ne commencera à courir **qu'à compter de la date de réception des pièces manquantes par la mairie.**

### **CAS OU UN PERMIS TACITE N'EST PAS POSSIBLE**

L'article R. 424-2 prévoit que, « par exception au b de l'article R. 424-1, le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet lorsque le projet est soumis à enquête publique »

Votre projet correspond à ce cas et, en conséquence, un permis tacite n'est pas possible;

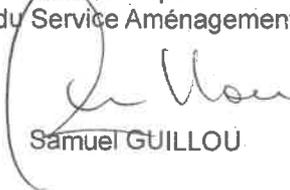
**Si aucune décision ne vous est envoyée à l'issue du délai d'instruction, vous pourrez considérer que votre demande est refusée, en application de l'article R.424-2 du code de l'urbanisme.**

Je vous prie de croire en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait, le **15 AVR. 2021**

Le Préfet

Par délégation, le Directeur Départemental des Territoires,  
Par délégation, le Chef du Service Aménagement, Urbanisme et Habitat

  
Samuel GUILLOU

**Délais et voies de recours contre la présente lettre :** le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Délais et voies de recours contre une décision tacite de refus :** le (ou les) demandeur(s) du permis pourra également contester la légalité d'une éventuelle décision tacite de refus dans les deux mois qui suivent la date de cette décision. A cet effet il pourra saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

L'article R. 424-2.d du code de l'urbanisme prévoit que le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet lorsque le projet est soumis à enquête publique en application des articles R. 123-7 à R. 123-23 du code de l'environnement.

Votre projet correspond à ce cas et, en conséquence, un permis tacite n'est pas possible.

Si aucune décision ne vous est envoyée dans le délai de 6 mois à compter du dépôt de toutes les pièces manquantes en mairie, vous pourrez donc considérer que votre demande est refusée.

Date de notification au pétitionnaire :

16/04/2021

Nom du signataire :

CHECCO FLORIAN



